

**I F E A S**  
**SESSION**  
**"DECOUVERTE DE L'ECONOMIE"**

**I - L'ENTREPRISE DANS L'ECONOMIE**

**INTRODUCTION**

Comme militants syndicaux, nous savons que l'entreprise est le lieu de l'exploitation capitaliste. C'est là que le patron impose aux travailleurs les cadences, la durée, la productivité d'un travail produisant des marchandises. Le patron ne reverse aux travailleurs, sous forme de salaire, qu'une partie de la valeur ainsi créée : l'autre, c'est le profit. Cadences, durée, conditions du travail d'une part, pouvoir d'achat de l'autre : tels sont les deux fronts principaux de la lutte syndicale d'entreprise, de la lutte contre l'exploitation.

En entrant dans le comité d'entreprise, le militant syndical se trouve confronté à un autre point de vue : celui de l'intérêt de l'entreprise en tant que telle. C'est bien un appareil à extraire un supplément de travail sous forme de profit. Mais en tant qu'appareil, elle a sa logique propre. A la limite, l'entreprise existerait sans capitaliste, en gardant le profit pour elle-même, pour investir, pour embaucher. De son point de vue à elle, l'exploitation n'existe pas : seule existe sa croissance, à organiser de façon rationnelle, à défendre contre les concurrents. Toute l'astuce du patron (ou mieux encore, des dirigeants d'une société anonyme) est de présenter ce point de vue comme le seul valable, et le profit comme une condition de la sécurité de l'emploi et du bien être de demain. On masque ainsi que le profit reste entre les mains des dirigeants, qu'ils en redistribuent une partie dans les classes dominantes, et surtout qu'ils sont seuls à décider de son affectation.

Le comité d'entreprise est donc certes une conquête ouvrière, mais c'est aussi une école de "point de vue patronal" à l'usage des syndicalistes. Mieux vaut le savoir à l'avance, comprendre la "légitimité" du point de vue l'entreprise. Sinon, en quelques mois, on peut être amené à gober, au nom de la "défense de l'entreprise", ce que disent les patrons. Mieux, si on comprend bien le "point de vue de l'entreprise", il peut arriver qu'il soit conforme à l'intérêt de ses travailleurs, et opposé au point de vue de ses patrons ou de ses propriétaires. Mais attention à ne pas se laisser prendre au jeu ! Le point de vue syndical (garanti par le lien actif entre l'élu C.E. et ses camarades de la S.S.E.) doit rester fondamentalement celui de la lutte contre l'exploitation, et celui de la solidarité des travailleurs... y compris avec ceux des entreprises concurrentes ! Et non pas la solidarité de l'entreprise contre les autres entreprises.

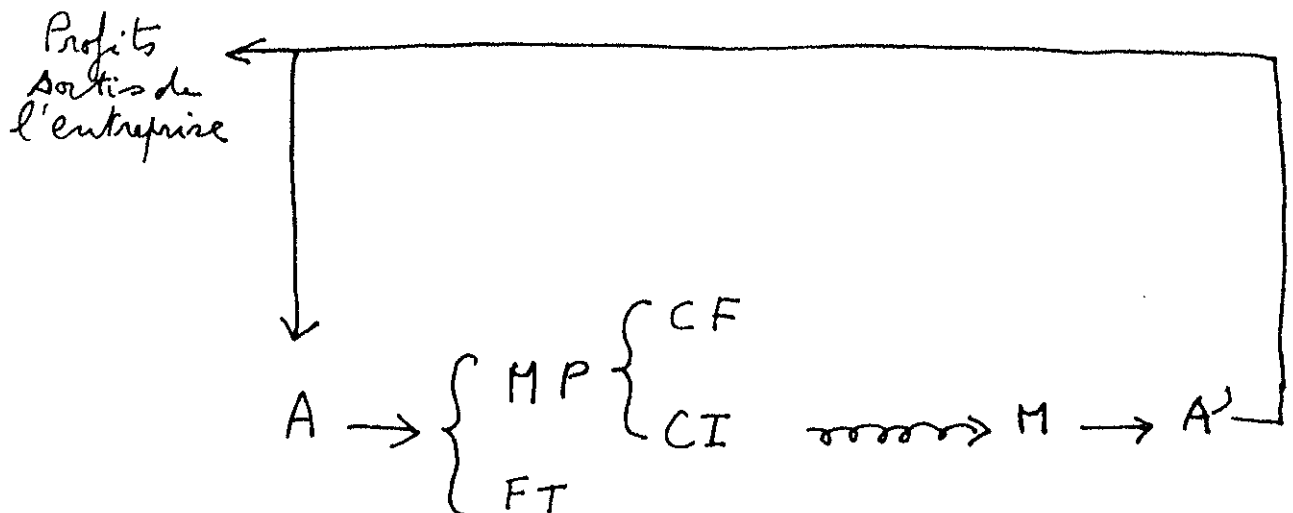
Pour ne pas se laisser "embobiner", il faut donc comprendre :

- 1 - Qu'est-ce qu'une entreprise...
- 2...Comment l'ensemble des entreprises a pu former un système qui tourne...
- 3...Comment ce système s'est bloqué...
- 4...Et quelques autres détails qui compliquent encore les choses.

Ca suffira pour cette session. On ne parlera pas du commerce international, du Tiers Monde, du dollar, du système du crédit ou de l'inflation. Le but est d'en savoir assez pour comprendre ce qui se cache derrière les comptes que les dirigeants présentent aux C.E., et qu'on apprendra à interpréter dans la seconde partie de la session.

### I - QU'EST CE QU'UNE ENTREPRISE ?

Commençons donc par considérer que l'entreprise est un appareil qui vit au sein de l'économie de marché, en oubliant qu'elle est composée d'individus aux intérêts contradictoires, qu'elle a des propriétaires, etc...



L'entreprise, c'est un appareil qui possède de l'argent A, qui l'utilise dans l'achat de moyens de production MP, et de force de travail CF (la main d'oeuvre). Parmi les moyens de production, les uns constituent le capital fixe FT (les bâtiments et machines), les autres des consommations intermédiaires CI (matières premières, énergie, composants et autres produits semi-finis). En organisant le travail de sa main d'oeuvre, l'entreprise obtient des marchandises M (produits matériels ou services), et les vend contre de l'argent A'

En principe, A' est plus grand que A ! (sinon...). Le cycle peut alors recommencer. Mais ce cycle comprend bien des difficultés.

1°) En A → MP.

Il s'agit de décider de ce qu'on va faire, et comment, donc quelles machines acheter (ce qu'on appelle "investir"). Ce choix s'appelle "entreprendre", et, à entendre le discours officiel, la grandeur de cette mission justifie le profit ! C'est exagéré, mais il faut avant tout comprendre que c'est une vraie difficulté, un pari dont la sanction interviendra plus tard, lors de la vente M → A'.

2°) En MP + FT → M.

Produire demande une organisation précise, un savoir-faire. Qui le détient ?

Historiquement ce sont les travailleurs qui connaissaient la façon de produire. Il y a un siècle, un patron, était quelqu'un qui ne savait pas grand chose. Par contre les ouvriers savaient faire tourner les machines.

Tous l'effort des capitalistes a été de parcelliser ce travail collectif des salariés et de s'approprier l'organisation générale, et même ponctuelle, sur chaque poste de travail, de façon à ce qu'ils puissent contrôler le travail de chacun.

Ceci implique une hiérarchie avec des bureaux des méthodes des techniciens, des ingénieurs, de contremaîtres qui représentent le versant intellectuel du travail, approprié par les capitalistes. Et d'autre part, des salariés qui font essentiellement de l'exécution.

La lutte pour le contrôle de l'organisation du travail est et sera de plus en plus une des tâches essentielles du syndicalisme, y compris dans les C.E., mais surtout dans les CHSCT, les cercles d'expression etc.. Nous ne nous en occuperons guère dans cette session.

3°) En M → A'.

C'est ici la sanction du pari initial, la vente, la "réalisation" de la marchandise. Il faut vendre, compte tenu des conditions du marché, en quantité et à un prix tel que A' (le chiffre d'affaire) soit plus grand que A. Si on a surestimé la demande, ou si on a produit plus coûteusement que les concurrents, on n'y arrivera pas !

4°) A' → A.

On recommence... mais c'est plus gros, et l'entreprise ne peut pas tout garder. Elle reverse une partie de son profit aux banques, aux propriétaires, etc... C'est dans ce prélèvement que l'entreprise apparaît vraiment comme une "machine à exploiter". On y reviendra plus loin, mais admettons pour le moment que l'entreprise garde tout, et réinvestit.

\* \* \*

Naturellement, il est très rare que l'entreprise parcourt ce cycle en une seule fois. En réalité, à chaque instant, la richesse (l'"actif") de l'entreprise se répartit sur toutes les étapes du cycle. Il y a de l'argent en caisse, des machines déjà achetées depuis longtemps, des stocks de matières premières, des travaux en cours, des stocks de marchandises à vendre... Le travail de la comptabilité consiste à faire le compte périodique de tous ces éléments. Nous verrons dans la seconde partie de la session comment elle s'y prend.

Reste à comprendre pourquoi la somme de l'actif gonfle avec le temps (si tout va bien !), pourquoi A' est plus grand que A. Ici, il faut distinguer le fond de ce qui se passe, et la forme telle que la perçoit l'entreprise.

Sur le fond, le fait que la valeur de ce qui est produit soit plus grande que ce qu'on a mis au départ résulte tout simplement de ce que le travail humain permet de produire plus que ce qu'il consomme (heureusement !) et que les lois de la propriété capitaliste lui permet d'empocher la différence (hélas...).

Soit par exemple une fabrique de table, et supposons qu'en moyenne le produit d'une heure de travail humain soit représentée en argent par 100 francs. Supposons que pour produire les tables il faille des machines coutant 500 000 F, et permettant de produire 1 000 tables (après, elles sont usées). Soit : 50 F par table. Ces 50 F représentent l'amortissement du capital fixe pour 1 table. Et puis il faut pour 50 F de bois etc... (les consommations intermédiaires) par table. Et enfin une heure de travail. Cette heure de travail fournit la seule valeur ajoutée (en sus de dépenses en marchandises, machines et bois, qui représentent du travail déjà fait). La valeur de la table est donc :

$$50 \text{ F} + 50 \text{ F} + 100 \text{ F} = 200 \text{ F}.$$

Mais 1 heure de travail "achetée" au salarié coûte à l'entreprise 1 heure de salaire horaire, disons 50 F. C'est la valeur de ce que le travailleur a le droit d'acheter en échange d'une heure de travail, quand il est payé  $50 \times 39 \times 4 = 7\,800$  F par mois de 4 semaines de 39 heures. Ces 7 800 F correspondent à un certain "pouvoir d'achat" reconnu par la société capitaliste aux ouvriers de sa qualification à l'issue d'un long processus de luttes et de négociations.

Donc pour l'entreprise la table est revenue à  $50 \text{ F} + 50 \text{ F} + 50 \text{ F} = 150 \text{ F}$ . Les 25 F représentent l'écart entre ce que l'ouvrier produit et ce qu'il récupère : c'est la plus-value.

Dans la pratique, la seule chose que "sait" l'entreprise, c'est qu'elle a payé les 150 F. Elle ne sait pas exactement combien "vaut", socialement, l'heure de travail ajouté. Alors comment fait-elle pour fixer le prix à imprimer sur l'étiquette ? Et bien elle regarde ce que font les autres. Ou bien elle sait (par habitude) que si elle rajoute  $\frac{1}{3}$  de "marge commerciale" à ses coûts de revient, ça collera à peu près. Elle peut essayer aussi de vendre plus cher parce que la table est belle, ou moins cher pour prendre des parts de marché aux concurrents. Tout ce calcul (la "politique de marketing") fait partie de l'activité de l'entrepreneur. Ça aussi, c'est un pari. Après, il faut voir si on arrive à vendre à ce prix...

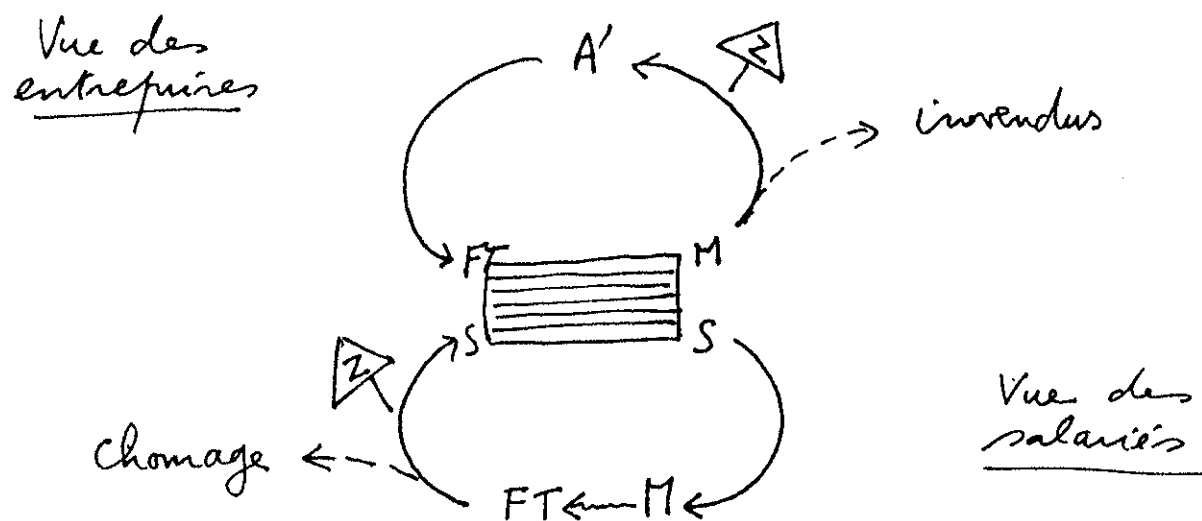
Avec tous ces paris, on se demande comment, en dehors des périodes de crise, les entreprises peuvent arriver très majoritairement à tomber juste, à vendre leurs marchandises au prix attendu. Il faut pour cela passer de l'entreprise au système capitaliste.

## II - COMMENT LE SYSTEME MARCHE.

On va faire d'abord deux simplifications :

\* On se place dans une économie fermée (un pays capitaliste tout seul sur la planète).

\* On ne s'occupe que de la production de biens de consommation, c'est-à-dire de ce qu'on appelle les entreprises de la "section II", qui vendent leur marchandises aux "ménages". (Celles qui vendent aux autres entreprises des machines, des consommations intermédiaires etc... constituent la "section I"). On peut imaginer par exemple que chaque entreprise produit, dans un atelier d'outillage, ses propres machines...

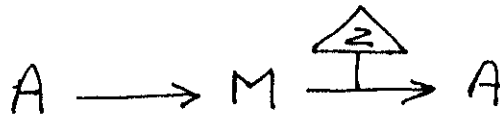


Bref, rassemblons toutes les entreprises en un "fagot" où s'accomplit la production  $MP + FT \rightarrow M$ . Les entreprises sortent de la productions avec ces marchandises  $M$ , les salariés avec leur salaire  $S$  qui est une partie de l'argent  $A$  avancé par les entreprises. Sur le marché des produits, les entreprises échangent les  $M$  contre ces  $S$  : c'est le chiffre d'affaire  $A'$ . Avec ces marchandises (que concoctent en général leurs femmes... mais c'est une autre histoire) les salariés reconstituent leur force de travail  $FT$ . Et sur le marché du travail, ils la revendent contre du salaire.

Mais  $A'$  est en principe plus grand que  $S$  ? C'est vrai, car  $A'$  sert aussi à acheter les fameux yachts, châteaux etc... qui sortent du circuit de l'entreprise, mais surtout à acheter des Moyens de Production (ce sont les "boucles" concernant la section I et dont on ne parle pas pour le moment).

Il faut bien comprendre que ce "double moulinet" ne tourne pas toujours rond.

D'abord, s'il est toujours possible d'acheter des marchandises (et la  $FT$  en est une, en un sens) avec de l'argent, il n'en est pas de même de la vente de marchandise contre argent : c'est un virage dangereux, il faut que le vendeur propose quelque chose que les autres demande.



Il y a en fait 2 virages dangereux : la vente des marchandises (et sinon, c'est les stocks d'invendus) et la vente de la force de travail (et sinon, c'est le chômage).

On remarque que lorsqu'il y a de sérieux ennuis sur les boucles du haut (en  $M \rightarrow A'$ ), alors  $A'$  ne peut plus acheter  $FT$ , donc  $S$  ne peut plus acheter  $M$ , et rebelote : la crise se généralise de proche en proche, c'est la "spirale dépressive".

Mais pourquoi y aurait-il massivement une crise en  $M \rightarrow A$  ("crise de surproduction") ? Parce que, par exemple, la productivité (c'est-à-dire la quantité de marchandise produite par salarié) augmente plus vite que le pouvoir d'achat.

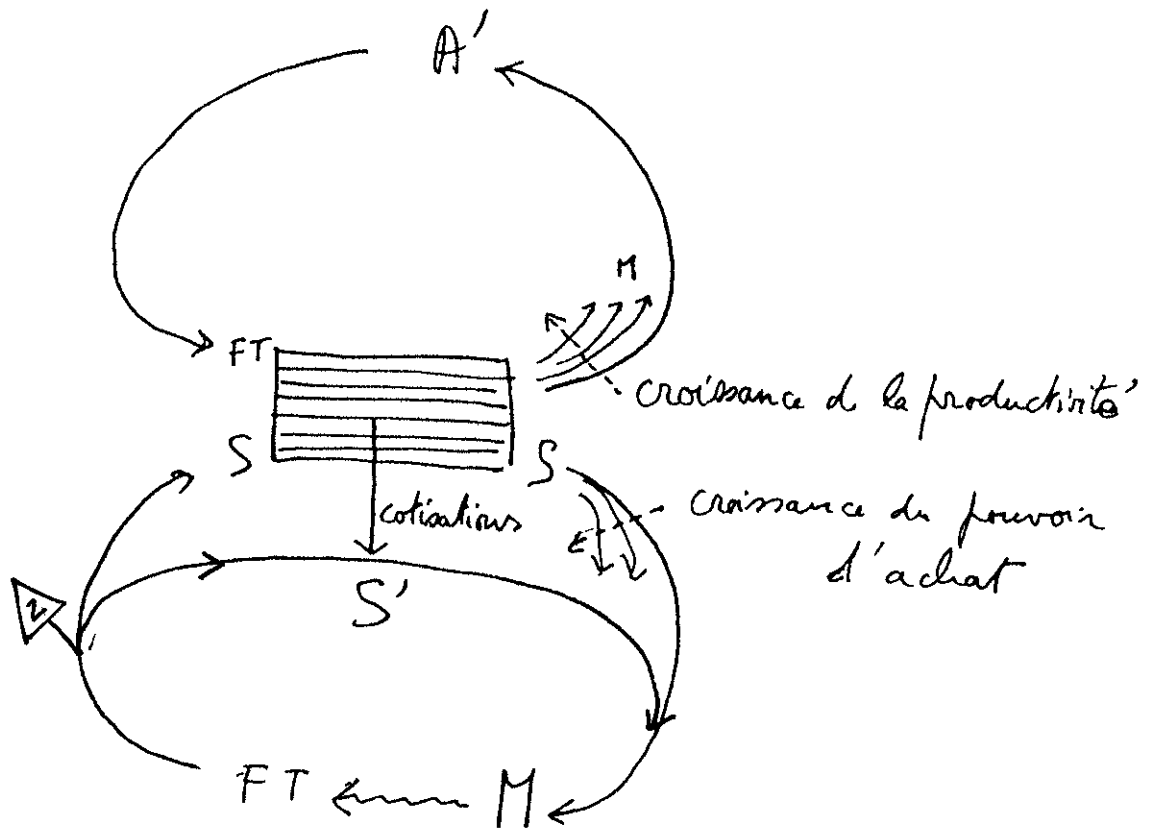
C'est ce qui s'est passé à partir de 1918 : la généralisation du "taylorisme" et du "fordisme" dans les entreprises a permis d'augmenter très fort les gains de productivité, alors que le pouvoir d'achat des salariés stagnait. D'où crise de 1930, chômage massif, guerre, etc...

Après 1945, les luttes sociales et le "compromis social démocrate" ont permis une nouvelle "régulation" du rapport salarial :

\* gains prévus et réguliers de pouvoir d'achat grâce aux conventions collectives et à la hausse du salaire minimal légal.

\* "Court-circuit" FT → S' → M : c'est l'Etat-Providence, financé par une mise dans un pot commun (la Sécurité Sociale, l'Unedic) d'une partie du revenu des salariés, et qui reverse aux salariés qui ne travaillent pas (maladie, chômage, vieillesse) un "salaire indirect" S" qui leur permet de rester des consommateurs.

Le couplage du fordisme dans les usines et de cette nouvelle régulation du rapport salarial va permettre une croissance sans précédent : en 20 ans, triplement et de la productivité, et du pouvoir d'achat (+ 6% par an).



Au point où on en est, on remarque deux formes de solidarité "objectives" entre l'entreprise et les salariés :

- au niveau "microéconomique", celle de l'entreprise individuelle, c'est "bon" pour l'emploi de ses salariés que l'entreprise arrive à vendre ses produits (mais ce n'est pas forcément bon pour les salariés des entreprises concurrentes !).
- au niveau "macroéconomie" (celui du "fagot"), c'est bon pour toutes les entreprises qui produisent des biens de consommation que chacune verse de bons salaires... car ces salaires, ça représente 70 % de la demande totale qui s'adresse aux entreprises, donc ça fait tourner le "double moulinet".

Mais c'est justement cet "avantage mutuel" qui va s'enrayer avec la crise actuelle.

### III - POURQUOI CA S'EST DETRAQUE.

Deux cause de crise à distinguer : la crise générale du fordisme (qui aurait eu lieu même en économie fermée) et la crise résultant de "l'ouverture" des économies (l'interconnexion des "fagots" nationaux).

#### 1°) Crise générale du fordisme.

Restons dans l'hypothèse d'une économie fermée. On constate que le fordisme s'essouffle partout depuis la fin des années 60. Les gains de productivité ralentissent, et ce malgré des investissements par tête croissants. Pour financer les nouveaux investissements (qui eux-mêmes créent de moins en moins de postes de travail), il faudrait augmenter les profits. Et comme la productivité ralentit, cela implique de diminuer la pouvoir d'achat des travailleurs (en tout cas, ralentir fortement sa progression). Mais alors, ce sont les débouchés qui se contractent. Cercle vicieux : ou trop peu de profit pour que les entreprises puissent investir, ou trop peu de débouchés pour qu'elles aient envie de le faire, et de toutes façons l'investissement crée moins d'emplois. Donc le chômage monte. Donc le salaire indirect (S') doit augmenter, avec moins de cotisants. Donc et les profits, et les salaires directs baissent encore. Et ça aggrave encore la situation...

Donc, même en économie fermée (si toute l'Europe formait un seul "fagot", ou si chaque pays fermait ses frontières), il y aurait crise. Mais le fait que les économies soient ouvertes aggrave le cas...

#### 2°) La contradiction : "internationalisation de la production/ caractère national de la régulation".

Dans le cadre du Marché Européen, et de plus en plus à l'échelle internationale à partir des années 60, les économies se sont ouvertes les unes aux autres, les "fagots" se sont interconnectés. Les "doubles moulinets" ne se ferment donc plus sur eux-mêmes. Les salaires versés par les entreprises, ou les salaires indirects, pas plus d'ailleurs que les profits, ne servent plus seulement à acheter la production des entreprises de l'économie nationale : 25% de ce que consomment aujourd'hui les



résidents français, 50% des investissements des entreprises françaises, sont importés. Et inversement, les entreprises d'un pays exportent (c'est-à-dire trouvent ailleurs des débouchés ne correspondant ni aux salaires qu'elles versent, ni aux profits qu'elles dégagent).

Or il faut impérativement qu'à moyen terme (sur 2 à 5 ans) chaque pays (sauf les USA qui émettent la monnaie mondiale) équilibre sa balance commerciale, c'est-à-dire vende autant qu'il achète.

Si un pays est en déficit, son gouvernement va avoir tendance à baisser le pouvoir d'achat, d'abord pour abaisser le coût salarial (afin que les entreprises soient plus compétitives à l'exportation), ensuite pour diminuer la demande intérieure (afin que chacun, consommant moins, importe moins)

Mais comme tous les pays font la même chose, qu'ils se font une concurrence à coup d'austérité, c'est finalement le total de la demande (intérieure et extérieure) qui diminue. Moins de débouchés, et toujours des gains de productivité (même ralentis) : c'est de plus en plus de marchandises qui "ratent leur saut périlleux". La production ralentit encore plus, le chômage augmente encore plus vite, etc... Et chaque entreprise, devant une demande stagnante, cherche à augmenter sa part du marché... en pesant sur les salaires et la productivité, ce qui aggrave encore le sort commun, même si certaines boîtes (ou certains pays, comme le Japon et la Corée) s'en sortent mieux...

(La question de la sortie de la crise peut être débattue dans la session mais ne fait pas vraiment partie du module).

#### IV - L'ENTREPRISE, C'EST ENCORE PLUS COMPLIQUE.

Il faut maintenant rentrer un peu dans les détails.

##### 1°) Capital fixe, capital circulant.

Nous avons déjà noté au passage que, dans le cycle ( $\rightarrow A \rightarrow A' \rightarrow$ ), tout ne tourne pas à la même vitesse. Le travail des salariés et les consommations intermédiaires passent intégralement dans la valeur de la marchandise vendue. Pour reprendre l'exemple de la table : les 50 F de bois + les 50 F de salaire. C'est le "capital circulant". En revanche, les 50 000 F de machines n'ajoutent que 50 F à la valeur de la table : ils ne se retransforment en argent qu'en 1 000 tours. Ces 50 000 F constituent le capital fixe. Dans le langage de la comptabilité, on parle respectivement de "fond de roulement" et d'"immobilisations" (langage tout à fait parlant).

Encore plus concrètement, le service financier de l'entreprise peut facilement calculer la différence entre ce qu'il en coûte "à chaque tour" pour produire une table, les CI+S (50 F + 50 F), et ce que rapporte à l'entreprise la vente de la table (200 F). Cette différence (100 F) est le profit brut. Mais là dedans, combien faut-il affecter à l'amortissement des machines ? On a dit 50 F parce qu'on suppose que les machines auront finalement produit 1 000 tables. Mais en fait on n'en sait rien : les machines peuvent être mises au rebut avant. Le profit net (profit brut moins amortissement : 50 F par table) n'est qu'une évaluation.

2°) Tout le profit ne reste pas dans l'entreprise.

\* L'entreprise peut vendre les tables 180 F à un commerçant qui, lui, se chargera de les vendre 200 F. Si le commerçant est une grosse centrale d'achat, elle exigera de ne payer que 170 F. Le partage du profit est donc déjà l'enjeu d'une lutte entre grandes et petites entreprises.

\* L'argent de l'entreprise ne lui appartient pas. Il y a des capitalistes (les "actionnaires") qui ont mis de l'argent dans l'entreprise pour constituer ses "fonds propres". Le profit se divise alors entre ce qui reste dans l'entreprise, l'autofinancement, et ce qui est repartagé entre les actionnaires (les dividendes).

\* L'entreprise peut avoir emprunté de l'argent à une banque pour augmenter ses immobilisations ou son fond de roulement. Il faut non seulement rembourser, mais reverser en plus une part de profit, part qui se présente comme un pourcentage de l'argent emprunté (les intérêts). La somme des intérêts constitue les "frais financiers".

\* Enfin, l'Etat et les collectivités locales prélèvent des impôts sur le profit.

\* \* \*

La plus-value ne reste donc pas intégralement dans l'entreprise : le profit d'aujourd'hui n'est donc pas forcément l'investissement de demain (et les emplois d'après-demain). La rémunération des propriétaires de l'argent qui tourne (dividendes + intérêts) est alors la forme la plus visible de ce que demeure principalement l'entreprise : une machine à exploitée les salariés. Et n'oublions pas que la rémunération salariale des plus hauts dirigeants n'est qu'une forme déguisée de répartition du profit entre les classes dirigeantes...

Tel est le "contenu de classe" de ce que nous allons apprendre à déchiffrer maintenant : la comptabilité d'entreprise.